

**COMPTE RENDU DE LA PLÉNIÈRE**

**19 & 20 mars**

**Maison des Bateleurs - Montendre (Charente Maritimes)**

**Présent.es**

Matina Deligianni	Bureau, présidente de Cotravaux	(Solidarités Jeunesses)
Marco Paoli	Bureau, Trésorier	(Concordia)
Olivier Lenoir	Bureau, membre	(Union REMPART)
Antoine Voisin	Cotravaux Auvergne Rhône Alpes	(Association RESTe !)
Marion Seidenbinder	Etudes et Chantiers (ANEC)	
Luc Lenormand	Cotravaux Ile de France	(SJ- Vir'Volt)
Chantal Savignac- Serres	Cotravaux Occitanie	(Le Bastidou/Rempart)

**Cotravaux Nouvelle Aquitaine**

Aurélié Alonso	Présidente	(Adichats/Rempart)
Jean-Michel Perez	Chargé de mission Cotravaux	(Club Marpen/Rempart)
Nils Guyot		(SJ Sem&Vol)
Yoann Dupin		(Les Bateleurs/SJ)
Guillaume Champetier	Trésorier	(Concordia Aquitaine)

**Excusés**

Stéphane Victorion	Bureau, membre	(CORAC – CJPCA)
Guillemette Champ	Cotravaux Pays de la Loire	(Concordia Normandie-Maine)
Marie-Christine Abiska	Jeunesse et Reconstruction	
Service Civil International		
Laure Valence-Geloos	Concordia	

**Équipe de Cotravaux :**

Véronique Busson	mission Volontariats
Céline Portero	mission Observo – communication
Léa Monin	volontaire
Françoise Doré	Déléguée Nationale

-----  
**Présentation Powerpoint et note sur les chiffres clés 2018 : global et par région**  
 -----

**MARDI 19 MARS 2019**

**1. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

Adopté

**2. ADOPTION DE COMPTE RENDU :**

Plénière du 10 décembre 2018 : Adopté

### 3. TOUR DES RÉGIONS :

---

#### **3.1. Chiffres clés 2018 :**

Présentation faite en Powerpoint : Consolidation nationale, puis données par région des actions de court terme et volontariats.

➤ Chantiers courts : Intérêt d'une collecte des actions plus courtes qui permet d'intégrer des actions plus locales (week-ends, séjours rupture ou découverte...). Cela complète le panorama des chantiers que font les associations tout au long de l'année, avec un mode moins "classique" que le chantier de 2 à 3 semaines. La collecte 2018 sera plus détaillée pour les présenter.

➤ Actions long terme (accroissement des accueils de volontaires en France, ainsi que des départs à l'étranger, même si moindres)

Données long terme : le recueil n'est pas complet. Il manque les accueils réalisés par les associations locales - non membres des associations nationales (i.e accueils service civique de quelques associations de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes, Pays de la Loire.

#### **3.2. Régions : Discussion à partir de 3 questions.**

##### **1) *Qu'est-ce qu'apporte une consultation régionale ? Quels éléments sont nécessaires pour qu'elle soit fructueuse ?***

**Auvergne-Rhône Alpes** : Concertations sur une journée, à l'identique depuis 3 ans. Deux pré-concertations (1 en Auvergne + 1 en Rhône-Alpes), puis une concertation globale de bilan. Retour de la DRAC.

Concertation de l'année dernière n'était pas satisfaisante pour les associations qui se sont senties "dépossédées" du temps d'interconnaissances. La DRJSCS n'impulse plus. Donc celle de 2019 a été recadrée (préparation entre associations et la DRJSCS) avec des thématiques dans lesquelles chaque association a pu s'inscrire, ainsi que les institutions : les publics - spécifiques, le patrimoine, la protection de l'environnement. Beaucoup de grandes idées, mais cela n'aboutit pas à des actions concrètes.

Quel est le bon niveau pour coopérer ?

Le régional est trop global. Idée de décentraliser les concertations pour discuter avec les directions départementales (absentes au niveau régional). Difficulté alors d'y retrouver les conseils départementaux, fragiles, pas assez forts.

Question : Quel rôle & quelles missions attend-on de la concertation?: "*D'aborder des thèmes en commun pour les approfondir.*" Mais si c'est cela, aller à une échelle trop territorialisée on ne s'y retrouvera pas...

La concertation n'est pas le bon moyen pour créer des partenariats entre les associations et de nouveaux partenaires. Il faut inventer d'autres espaces ?

**Île-de-France** : La personne référente à la DRJSCS vient de changer (Ludovic Brun). Tout est à reconstruire, car la concertation (1/2 journée) était particulière : autres administrations invitées ou pas, pas de DDCS, ni collectivités. Une rencontre est prévue pour remettre en place une démarche de concertation (2 / an), la préparer et associer les différents services de l'État (DRJSCS, DRAC, DRIEE), mais également des conseils départementaux (i.e. Essonne, Saint-Denis..)

Le pôle "quartiers politique de la ville" est important avec de gros enjeux financiers.

La concertation doit servir à :

- connaître les axes stratégiques et politiques des partenaires institutionnels
- dialoguer associations - partenaires
- faire reconnaître les actions des associations par les différentes institutions.

Prochaine concertation en avril 2019.

**Nouvelle-Aquitaine** : deux concertations - une journée à chaque fois, itinérante (une fois sur Bordeaux, une fois sur site) : une préparant la saison et une de bilan. Celle de bilan a évolué en temps d'échanges sur les "bons procédés" et rencontres avec de potentiels partenaires.

Deux appuis importants dans la région : la DRJSCS qui impulse et la Région qui soutient.

Avant la fusion, il n'y avait pas de concertation en Limousin et Nouvelle-Aquitaine.

La Région a travaillé en 2018 à une enquête pour mieux connaître les associations de chantiers et toutes leurs actions (chantiers et hors chantiers de bénévoles).

Entre les temps de concertation, temps de travail conjoints associations, DRJSCS et Conseil régional sur axes nouveaux : actions avec la Protection Judiciaire de la Jeunesse, l'éducation nationale. Les associations sont sorties d'un dialogue purement financier avec les partenaires. Cependant, il faudra veiller à l'équilibre entre les axes intéressant les institutions et ceux des acteurs/associations (la DRJSCS est assez exigeante).

L'éducation nationale était présente lors de la dernière concertation. La DRAC n'est toujours pas présente.

Sont invités aux concertations des associations qui montent des projets ou qui veulent en savoir plus sur les chantiers : Cotravaux Nouvelle-Aquitaine est là comme soutien pour elles (NB : il faut être membre de Cotravaux pour déposer un projet en concertation, NDLR).

Un mi-temps salarié (soutenu par un FONJEP) a été accordé pour faciliter la structuration de Cotravaux.

Point de vigilance : les bonnes relations avec les institutions dépendent plus des personnes que de l'institution elle-même (deux nouvelles personnes à la région viennent d'arriver avec moins de connaissance ... et de convictions pour l'instant).

## **Occitanie**

Trois temps de concertation (en. 2h 1/2 chacune). Pas vraiment d'harmonie dans le fonctionnement depuis la fusion, Deux temps avec le Conseil régional : l'un pour le bilan (novembre) ; le chef du pôle cohésion sociale de la DRJSCS y était présent - l'autre pour la programmation (février). Le 3ème temps avec la DRJSCS, à Carcassonne pour la programmation de la saison : la DRJSCS a présenté ses propres actions (mobilité européenne et internationale...), mais les associations ont peu parlé. La concertation avec la DRJSCS se passe comme si on était à un guichet. La DRJS ne dit pas combien elle dédie au total pour les chantiers (env. 1000€/chantier ?)

Présence de certaines DDCSPP. Plus de DRAC, ni de DREAL.

Le CGET est plus ou moins intéressé.

Conseil régional : Légère incohérence entre son exigence que les associations soient des partenaires d'une politique éducative et sa rigidité face à des règles qu'il ne veut pas changer.

Il y a un manque de préparation des concertations, les institutions "mènent le jeu" et les associations sont assez passives. Il faudrait que les associations soient aussi force de propositions.

Pourtant, les concertations sont utiles car elles permettent de renforcer le sentiment d'appartenance au réseau et d'affirmer ce que nous sommes.

## **2) Avez-vous réussi à mobiliser un ou des nouveaux partenaires financiers ? Et comment ?**

### **Auvergne-Rhône-Alpes**

Toujours les mêmes partenaires : JS, DREAL, DRAC (même s'il y a eu reprise de contact avec ce dernier).

La notion de "Partenariat" ne signifie pas que le financier.

Oui, mais il est possible de travailler des axes "qualitatifs" qui montrent l'intérêt de mobiliser des moyens financiers (exemples : les projets éducatifs, comment toucher les jeunes de la région, etc.).

### **Île-de-France**

L'objectif à venir sera d'inviter les départements.

Financements obtenus sur la ligne "politique de la ville" pour la formation d'acteurs jeunesse.

Vir'Volt tente une démarche auprès du Conseil régional pour soutenir le départ de jeunes en vacances.

### **Nouvelle-Aquitaine**

Oui, de nouveaux partenaires sont intéressés :

- la PJJ : proposition acceptée de réserver des places à 20 jeunes avec un financement de la PJJ.
- la DREAL est (re)venue.
- Réunion de travail avec l'Éducation nationale : pistes variées pouvant conduire à de nouveaux financements.
- Projets avec des réfugiés : une présentation sera faite à la prochaine concertation, occasion de montrer que les associations mènent des actions nouvelles..

La DRAC a une approche non coordonnée.

L'intérêt d'inviter de nouveaux partenaires permet d'avoir des regards différents portés sur les actions des associations et une autre prise de conscience des partenaires habituels.

### **Occitanie**

Pas d'ouverture à d'autres financeurs.

Parler d'autre chose que du chantier de bénévoles est mal vu (par exemple : chantiers famille, chantiers de "rupture", insertion), bien que les partenaires reconnaissent l'enrichissement apporté par les autres actions.)

Certaines associations ont des financements du CGET.

### **3) Le collectif Cotravaux est-il un levier pour mobiliser une diversité de partenaires ? Élargir des territoires d'action ?**

#### **Auvergne-Rhône-Alpes**

OUI ! Pour les petites et les plus grosses associations, car tout le monde n'a pas les mêmes connaissances.

Le collectif porte des actions communes (notamment formations).

Il faut encore trouver la bonne échelle pour travailler : aller dans les territoires dynamiques d'action pour montrer l'exemple OU aller dans les territoires pour soutenir les acteurs ?

Il reste aussi la problématique des territoires très peu couverts par des actions (2 des 12 départements : Ain, Haute Savoie).

#### **Île-de-France**

Présence sur la quasi totalité des 8 départements (sauf 2 : Hauts de Seine et Val d'Oise).

Chaque association explore des thématiques et les met en commun. Cette interconnaissance permet de faire ressortir des priorités du territoire.

Plan Régional d'Insertion pour la jeunesse des quartiers prioritaires (PRIJ) amène la mise en place d'actions en binômes.

#### **Nouvelle-Aquitaine**

12 départements: il est difficile d'aller sur des territoires où il n'y a rien, car cela veut dire qu'il n'y a rien (département des Landes) ! Très peu d'actions en Vienne, Corrèze, Creuse, Haute Vienne et Pyrénées Atlantiques.

Aussi l'idée est plutôt de soutenir les jeunes de ces départements à aller découvrir les chantiers et financer leur mobilité pour aller vers des territoires d'actions (expérimentation sur : Corrèze, Haute-Vienne, Landes).

Projet porté par Cotravaux. Cela ressemble au soutien qu'apportait auparavant le Puy de Dôme aux bénévoles (bourse après le chantier).

Suite à la concertation, un travail est amorcé avec les Maisons des Lycéens qui peuvent développer ou soutenir des projets sportifs, culturels, citoyens, etc. : <https://www.education.gouv.fr/cid73323/maison-des-lyceens.html>. Le Conseil régional dédie des fonds aux MDL.

#### **Occitanie**

Les actions se mènent sur l'ensemble des 13 départements du territoire (moindres en Ariège, Hautes Pyrénées, Lozère).

Les centres sociaux de l'Aveyron font des mini-chantiers avec des jeunes accompagnés. Il serait intéressant de les approcher.

Avec un territoire plus large, être plus **nombreux, avec d'autres, est possible.**

### **3.3. Six associations régionales se sont structurées sur 13 régions métropolitaines. Comment travailler avec les autres régions où des associations sont présentes : Bourgogne-Franche Comté, Bretagne, Centre Val de Loire, Corse, Grand Est, Hauts de France, Normandie.**

#### **Renommer des correspondant.es régionaux, autres rôles à pourvoir ?**

Le Bureau a discuté de l'intérêt d'avoir à nouveau des correspondants régionaux avec l'idée d'inviter des associations de ces régions à la prochaine assemblée générale de Cotravaux en juin. Cotravaux a eu des correspondants régionaux dont le rôle était d'exprimer la voix du réseau et de transmettre des informations de leur région quand les associations ne formalisaient pas un collectif. Les derniers correspondants étaient en Bretagne et Franche-Comté.

Il existe une diversité de situations dans ces régions:

- soit il y a peu d'associations présentes, et/ou assez éclatées sur le territoire
- soit il y a déjà des dynamiques informelles et les associations ne voient pas l'intérêt du collectif.

État des lieux des concertations dans ces régions ;

- **Grand Est** : un temps concerté se tient entre REMPART, le Conseil Régional, la DRJSCS et la DRAC. Études et Chantiers Engagement Civique est présent et fait plusieurs chantiers dans la région.

- **Hauts-de-France** : une vraie concertation se tient avec les services de l'État et les associations qui sont assez nombreuses (avec le Château de Ham, Les Blongios et le Club du Vieux Manoir. La tentative de mettre en place un collectif plus formel n'a pas abouti. Sentiment des associations qu'un collectif n'apporterait pas plus ? Le sujet pourrait être relancé car il y a de nouveaux interlocuteurs dans 2 associations; apporter des exemples d'autres régions.

- **Normandie** : un appel à projets est fait chaque année pour les chantiers de bénévoles.

**L'intérêt de relancer le contact avec des correspondant.es régionaux est confirmé.**

**Il faut sans doute une démarche différenciée selon les régions (rencontres, simples demandes d'informations) pour s'adapter aux contextes ; au minimum nous visons une remontée d'informations. Si des personnes participent aux réunions du réseau, c'est un plus.**

**Le Bureau est chargé de trouver les stratégies les plus adaptées à chacune des régions.**

#### **En synthèse des régions:**

Il faut considérer les concertations comme une dynamique qui se déroule en continu et au long cours. Les étapes qui les préparent en amont rendent un meilleur résultat.

Il existe plusieurs effets internes et externes, des paliers qui permettent d'appuyer là où il y a des faiblesses.

- effets constatés : le sentiment d'appartenance ; le fait de se connaître/ reconnaître; de se former
- effets souhaités : la possibilité d'entraînement des institutions; l'élargissement à d'autres actions
- effets "Forum ouvert" : venez voir et vous découvrirez (ce à quoi vous ne vous attendiez pas)

Il appartient aux associations d'être proactives, d'apporter les initiatives réussies dans d'autres régions pour convaincre, à la fois en interne et en externe.

### 3 bis OUTILS DE COMMUNICATION INTERNE – EXTERNE

---

**A) Présentation du « Projet de gare centrale » ou « wiki »**, construit en Auvergne –Rhône Alpes, et décliné au national et dans les autres régions.

Le but est d'avoir un espace qui permette l'imbrication des autres régions et du national. L'outil a été conçu à la fois, pour partager à l'interne des informations entre associations d'une région et pour disposer d'un espace de ressources mises en commun, de même pour avoir accès à des ressources des autres régions qui pourraient être utiles pour s'inspirer, dupliquer, etc.

**Adresse du wiki national (qui permet d'accéder à l'ensemble des wiki régionaux) :**

[www.reseau-cotravaux.org/wiki](http://www.reseau-cotravaux.org/wiki)

**Accès spécifique pour les régions**

**Identifiant : RegionS**

**MDP : RegionSC0travaux!**

Une note est diffusée pour proposer une démarche de formation qui serait accompagnée par Cotravaux (national), pour la construction du wiki dans chacune des régions. Le calendrier pourrait se tenir en 2019 - 2020. A l'instar d'Auvergne Rhône Alpes, les associations régionales pourraient recourir au FDVA formation des bénévoles ou FDVA "fonctionnement et actions innovantes" pour disposer de moyens financiers (prise en charge de déplacements notamment. A voir par le national la possibilité de faire des formations professionnelles.

✓ Comment construire les autres wiki de régions avec les membres des collectifs ?

✓ Formation « communication et outils » : prévue en fin 2019 - date à trouver pour une 2ème journée interrégionale.

**B) Liste de diffusion interrégionale :**

- Auvergne Rhône Alpes : les 4 co-président.es

- Ile de France : Luc Lenormand (président)+ adresse gmail de Cotravaux

- Nouvelle-Aquitaine : Nils Guyot (relations avec le national) + Jean-Michel Perez

- Occitanie : Chantal Serres (présidente) + Nicolas Brodin (Concordia Sud-sud Est) + Victor Nouis (SJ / REV)

- CORAC : Julie Leclerc

### 4. POINT D'INFORMATION - JOURNÉES DE CAMPAGNE

---

Point sur les journées d'informations pour les professionnels (19 février) et celle pour le grand public prévue le 13 avril : les régions peuvent y tenir un stand ou faire passer des informations.

**MERCREDI 20 MARS 2019**

### 5. PRÉSENTATION DU PROJET MOOVE IT, mené par Les Bateleurs

---

C'est un projet avec de jeunes décrocheurs scolaires de la région <sup>1</sup>(déscolarisés et sans diplôme) qui font un service civique de 6 mois de janvier à juin. A la fin, ils partiront avec un autre groupe, du projet "Taxidi" mené par SJ Citrus (Occitanie), en République Tchèque.

---

<sup>1</sup> NB : auparavant, la Maison des Bateleurs accueillait des jeunes en service civique de plusieurs régions.

Le public cible correspond aux politiques régionales qui vise à capter des jeunes du territoire, 16 - 25 ans, sans diplôme et loin de la mobilité. En 2019, le groupe est de 4 jeunes (initialement de 6 jeunes pour une question d'équilibre dans les accueils aux Bateleurs d'autres volontaires : en SVE ou en service civique).

Ad fine, les jeunes ont entre 18 à 25 ans.

Partenariat avec deux missions locales : Jonzac et Barbezieux. Obligation que le jeune y soit inscrit.

Financements :

- le projet de mobilité n'a pas été retenu dans le cadre du Corps européen de solidarité car les jeunes ne sont pas impliqués à sa conception.
- Conseil régional : réponse à un appel à projets spécifique de la région qui nécessitait des cofinancements. Il n'a pas abouti. SJ a seulement obtenu l'aide habituelle pour l'accueil de jeune en service civique (1000 € par jeune). Cependant, après rencontre avec le conseil régional, celui-ci a mieux compris le projet. L'idée serait en 2020 de constituer des binômes avec les volontaires européens.
- Financement modeste de la DDCS (4.000€) qui n'a pas beaucoup de moyens.
- la région finance les "savoirs des citoyens" ce qui permet un partenariat avec la Maison Familiale et Rurale pour des cours de remise à niveau. La MFR donne aussi des cours à des familles réfugiées, ce qui crée une mixité culturelle dans les cours.

Au départ, les jeunes étaient prévus en externat car habitant à proximité. Cependant, venant de zones rurales mal desservies par les transports, ils peuvent dormir à la maison si besoin. C'est le cas pour l'un des jeunes.

Les jeunes sont présents du lundi au jeudi. Le matin, ils sont sur les chantiers et les après-midi sont consacrés à des réunions "maison", cours de français, d'anglais, projet de solidarité locale, en binôme avec un autre volontaire (européen ou en service civique) auprès d'une association de Montendre. Le vendredi est dédié à l'accompagnement au projet d'avenir (préparation à la sortie positive du service civique)

Comité de pilotage : missions locales, Les Bateleurs, Conseil régional (invité). Ce dernier donne des aides :

- au permis via la mission locale.
- au financement du BAFA.

Le projet **MOOVE IT** peut être le coup de pouce pour des jeunes un peu sur le côté de la route, mais qui ne sont pas dans une grande "galère".

Depuis que les contrats jeunes majeurs ont été remis en question (coûts importants sans obligation de résultats) il y a des besoins non couverts (notamment pour des jeunes de l'Aide Sociale à l'Enfance qui nécessitent plus d'accompagnement.)

Par le département : subventions pour les actions bénévoles des jeunes décrocheurs ?

Vocabulaire : il est préférable de dire "**décroché**" plutôt que décrocheur (qui fait porter la responsabilité du décrochage scolaire au jeune)

Il conviendrait de plaider au niveau national pour que de tels projets puissent être une étape qui leur donne la possibilité d'aller ensuite vers un service civique. En effet, actuellement, les jeunes qui suivent ce programme ne pourraient pas être dans un cadre plus classique.

D'autres associations interviennent sur cette question du décrochage, comme Unis Cité avec son programme Booster.

Autres projets :

Adichats (Rempart Nouvelle Aquitaine a mené un projet avec le même public, mais sans rentrer dans un programme de l'Agence du service civique, avec des financements privés (Fondation du Patrimoine).

Le Club Marpen accueille des jeunes de l'Aide Sociale à l'Enfance, mais ils sont aux côtés d'autres publics. Ceci permet de ne pas les garder en groupe homogène, ni de les stigmatiser.

Fiches expérience par territoires (publics cibles, partenaires, financeurs, ...) - mettre en valeur la construction de parcours / créer des fiches pratiques pour mettre en valeur les expériences - projet à saisir par le groupe Volontariat.

## **6. SUIVI DU PLAN D' ACTIONS : point de situation rapide**

---

### **Volontariats**

Une enquête a été lancée au sein du Réseau auprès des anciens volontaires long terme ayant réalisé un volontariat (au moins 6 mois) et ayant fini leur expérience (depuis plus de 6 mois). Environ. 2500 personnes contactées pour des expériences vécues entre 2003 et 2018. 450 retours (435 réponses exploitables).

Taux de retour différents selon les associations : Compagnons Bâisseurs - Concordia - Études et Chantiers - SCI - Solidarités Jeunesses - Union Rempart - Cotravaux

(NB : Pas de relations particulières avec l'Agence du Service Civique sur ce projet.)

L'exploitation va se faire et les premiers résultats discutés avec le groupe Volontariats (prochaine réunion le 1er avril).

les objectifs visent à la fois à l'externe de valoriser les pratiques du réseau et à l'interne de voir ce sur quoi il serait possible de s'améliorer.

Quelles modalités de travail pour faire une analyse approfondie ? Pistes à suivre :

- l'INJEP
- stage pour un.e étudiant.e.

## **7. ACTUALITÉS : informations et échanges**

---

### **Grand débat national**

Il va bientôt se terminer. Une journée s'est tenue avec les "corps intermédiaires" (syndicats, associations environnementales /jeunes /éducation populaire, groupe SOS), associations d'élus (conseils départementaux, maires ruraux, communautés de communes, grandes villes) - mercredi 13 mars -: Françoise Doré y était au nom du CNAJEP.

Importante mobilisation des réseaux de l'environnement - diversité d'acteurs qui se retrouvent peu souvent ensemble.

Le Grand débat ce sont : Plus de 10 000 réunions locales - 1,4 million de contributions - 8000 courriers (environ 20 % d'associations et collectifs).

Le gouvernement prône la transparence (opendata) : traitement des questions par un logiciel mais surtout par des humains (spécialistes d'Opinion Way)

A partir d'avril : le Gouvernement devrait donner les éléments clés qui ressortent de ces contributions.

Les associations de patrimoine ont rédigé une contribution collective - publiée sur le site du Grand Débat  
La COFAC a réalisé des rencontres culture et a mis en ligne sa contribution collective sur le site du Grand Débat  
Olivier Lenoir a participé à un grand débat sur la culture, animé par la Fondation du Patrimoine et le magazine "Beaux-Arts". Il s'est rendu au débat organisé dans sa commune.

Commentaires :

- Le CESE est l'un des perdants de ce processus de consultation qui l'a peu impliqué en raison de difficultés internes de coordination. Dommage vu le projet de le réformer.
- Maison des services : cette idée ressort largement des contributions, mais la question est: " Qui va animer ces lieux" ? Des conventions sont en cours de signatures avec les centres sociaux. Y aura-t'il une articulation avec les volontaires en service civique et des missions de services publics?

### **Action publique 2022**

Le gouvernement était censé reporter l'examen de certains textes pour tenir compte des expressions du grand débat. Or il avance sur des projets de lois : Double langage ?

Exemple : en cours (février) le projet de loi de Transformation de la fonction Publique. 6 mars : tension entre le secrétaire d'État et les syndicats qui somment le gouvernement de reporter son calendrier. Ils considèrent que le gouvernement va détricoter leur statut.

Les 5 axes du projet de loi :

- un dialogue social plus stratégique
- développement des leviers managériaux (recours à des managers de projets en CDD de maximum 6 ans)
- transparence et équité du cadre de gestion
- mobilité et transitions professionnelles
- égalité professionnelle renforcée

Que vont devenir nos interlocuteurs actuels ? Intégration des équipes jeunesse et sports dans un pôle éducatif (rattachement à l'Éducation Nationale) ?

→ Un Comité interministériel à la jeunesse se profile pour le mois de juin.

Cotravaux a déjà rencontré le cabinet de Gabriel Attal au mois de janvier : relancer une rencontre pour l'amener sur nos terrains d'action et faire passer des messages, comme "voilà ce que nous faisons; nous voulons des interlocuteurs en région".

Chercher des chantiers (lieux, dates) sur un contenu (thématique, jeunes, profils de jeunes- ou moins jeunes, international, local...) pour inciter le cabinet à venir rencontrer les associations in situ.

**Service National Universel** : échanges d'informations sur la préfiguration mise en place dans 13 départements pilotes en 2019

Calendrier : Juin 2019: première "cohorte" de jeunes dans 13 départements: 12 départements de la métropole et la Guyane.

- 15 jours en internat (mixité sociale et territoriale) : "séjour de cohésion" pendant les vacances scolaires
- 15 jours (ou 84 heures) : "mission d'intérêt général" auprès d'associations, collectivités territoriales, corps en uniforme....

Il s'agit d'une phase de **préfiguration** et non d'expérimentation.

Recruter 100 à 200 jeunes volontaires dans chaque département (identification avec les lycées, les missions locales et les centres d'apprentis)

Mobilité territoriale : séjour de cohésion dans un autre département d'expérimentation (y compris la Guyane) : du 16 au 28 juin

Les déplacements sont pris en charge

Taux d'encadrement : 1 adulte pour 5 jeunes

Coordination du SNU par le Ministère de l'Éducation Nationale (avec Secrétariat d'Etat / Gabriel Attal).

Plateforme de candidature lancée le 3 mars / <http://www.jeunes.gouv.fr/actualites/zoom-sur/SNU>

Le programme type : modules, contenus, encadrement, animation est en cours de préparation.

Pas de financement dédié en 2019 : ce serait pris sur le budget global de l'Éducation nationale (budget pris sur celui du Service Civique ?) - prévision de coût : 2000 euros par jeune.

La 2ème phase "Mission d'intérêt général" est en cours de préparation - pas de budget prévu sur cette étape // et quel accueil dans les associations ?

Les domaines d'intervention sont très larges.

**Positionnements :**

- "Politique" : quelle adhésion aux objectifs, principes et modalités du SNU ?
- opposition formelle (à quoi ?)
- les modalités ne sont pas adaptées aux objectifs poursuivis
- c'est un nouveau dispositif qui peut avoir un réel impact

**"Stratégique" :**

- être force de proposition pour sensibiliser les jeunes à nos valeurs ?
- répondre aux sollicitations des partenaires institutionnels ?
- prendre une place dès le début pour ne pas laisser le monopole à d'autres...

**"Opérationnel" :** quelle participation envisagée/envisageable ?

- Proposition d'animation d'un module pendant la période d'internat ?
- Propositions de terrains d'action pour les "missions d'intérêt général"? Chantiers de 15 jours, week-end de mobilisation... ?

**Quelles propositions voulons-nous développer pour les 16-18 ans ?**

Retours des régions

AURA : aucun retour particulier car les associations ne se sont pas emparées de ce sujet.

Occitanie : évocation lors de la concertation avec la DRJSCS; les associations savent faire la phase 2, mais les chantiers de bénévoles restent prioritaires (volonté qu'ils ne soient pas "amputés" par le SNU).

Associations

Union Rempart : des associations locales pourraient aller sur la phase 2. Les questions se posent autour des cadres du SNU et les obligations des ACM

Etudes et Chantiers également sur la phase 2 après stabilisation du dispositif.

Solidarités Jeunesses et Concordia : non.

Questions et échanges :

- Attendons-nous que la phase 2 soit stabilisée pour intervenir ou nous y participons pour y mettre nos valeurs?
- Le positionnement au niveau de Cotravaux : juste suivi de l'information, notamment dans les départements pilotes (cf. associations régionales), ou aller plus loin?
- Il est clair que le SNU se fera avec ou sans les associations.

Consignes

- nécessité de suivre les informations de très près, car c'est plus difficile au niveau de chaque association..
- Avoir des informations qui remontent des départements pilotes vers le national.
- Veiller aux conditions de mise en place (dont les aspects financiers) du SNU et risque de substitution aux chantiers ?

Fin de la plénière - Mercredi 20 mars 13 heures.